

UNE SÉANCE AU CONSEIL MUNICIPAL.

— La séance de vendredi soir a été des plus intéressantes et a eu lieu devant un public très nombreux. On nous dit que le *Courrier de Tourcoing* a tellement mis en honneur le spectacle d'une réunion du Conseil municipal, que beaucoup le préfèrent au théâtre. A notre sens, ils ont raison, car enfin lorsqu'on est amateur du franc rire, on ne peut perdre une si belle occasion de s'amuser.

La mise en scène n'a rien de solennel. Une troupe d'écoliers turbulents gambadant autour de M. Lecomte, l'adjoint qui doit présider en l'absence de M. Dron, retenu à Paris où il prend part à la séance de la Chambre des députés; des cris, des rires, des bruits de chaises... bref un charivari organisé avec beaucoup de talent; tel est le début de la représentation.

Après l'appel nominal, vient la lecture du procès-verbal de la précédente séance et, alors seulement, le spectacle devient piquant, original et instructif.

M. Henri Loridan, (1^{er} prix de lecture ou plutôt premier prix d'épellation à l'école primaire), a collé sur des feuilles blanches des découpures du compte-rendu de la dernière réunion tel qu'il a été imprimé par le journal *l'Avenir* et c'est cela qu'il donne comme étant le compte-rendu sténographié par un employé payé cinq ou six cents francs par an — (si l'on veut à raison de quarante francs par séance.)

C'est bien payé — c'est trop payé — puisque c'est la prose du rédacteur de *l'Avenir* qui sert de compte-rendu officiel.

Et notez que ce compte-rendu est incomplet, tronqué aux endroits les plus remarquables. C'est ainsi que l'on a rayé de ce document qui servira plus tard à l'histoire de Tourcoing les mots *bandits de la plume* dont M. Dron s'était servi pour qualifier les rédacteurs des protestations lancées par l'Union Commerciale, au sujet des pompes funèbres et aussi les rédacteurs de notre journal qui ont osé soutenir vaillamment les revendications si justes du petit commerce local.

Ah! c'est que M. Dron s'est aperçu qu'il avait insulté des électeurs dont il aura besoin plus tard et qu'il craint de les perdre. Mais c'est un regret bien tardif M. Dron et le jour viendra où vos injures aux petits commerçants se paieront. Ils prendront alors leur revanche.

Mais revenons au procès-verbal de la précédente séance. M. Orélio avait jugé bon de ne pas venir l'écouter: c'est bien dommage, car on lui a fait faire dans le factum que lisait M. H. Loridan, des excuses fort plates, tandis qu'on y faisait jouer à M. Dron un rôle de danseur équilibriste très curieux.

En fait de danse, celle des tuyaux des eaux potables n'a pas été trouvée belle par C. L. de la Croix-Rouge qui voudrait faire payer les violons par les fournisseurs de tuyaux. M. l'adjoint Salembien a soutenu que la ville devait se charger de la musique et laisser danser les tuyaux mais que, pour la beauté des mouvements, il fallait régulariser la pression de l'eau.

Le remède a été trouvé par l'illustre citoyen Quivron, conseiller prud'homme, conseiller municipal, chef de section du Parti ouvrier, ingénieur diplômé de la *Solidarité Républicaine* et de plusieurs autres solidarités. Selon lui, pour corriger la pression trop irrégulière des eaux potables, il faut « un correcteur ».

Le « correcteur » Quivron est recommandé universellement. Nos amis, qui iront à l'Exposition, pourront l'admirer dans la classe III groupe X série Z, au palais des grandes découvertes.

Nous aussi nous avons fait une découverte, grâce au citoyen Quivron et nous l'en remercions: ce n'est pas une moquerie.

Il s'agissait de remplacer M. Duhamel, décedé, comme directeur de la Caisse d'épargne.

Mais pour qui va-t-on voter demande le célèbre Quivron! Il n'en savait rien le pauvre et voilà que les cinq socialistes en sont réduits à voter blanc tandis que les autres conseillers élisent un bourgeois: M. Denis Grau. Conclusion: les socialistes ne peuvent être mis au courant des affaires de la ville. On les connaît le jour d'une élection et le lendemain on les met de côté.

Cette vérité a été bien plus évidente encore lorsqu'il s'est agi de désigner les six membres d'une commission municipale chargée

de faire un choix de 24 ouvriers à déléguer à l'Exposition.

Le citoyen Quivron n'est pas de taille à se laisser rouler par les bourgeois avec lesquels il s'est accoquiné. Il a « l'œil » à voir, toutes les roueries que l'on déploie avec art autour de lui; il saisit les petits papiers que l'on fait circuler et il sait s'en servir. Il sait que les membres radicaux du conseil se sont entendus entre eux pour choisir les ouvriers délégués à l'exposition, mais il a beau le crier à tue-tête, on lui rit au nez et il s'aperçoit que les socios ont encore joué un jeu stupide en s'alliant à M. Dron.

C'est bien fait: telle sera notre conclusion.

RÉUNION DES ADHÉRENTS DE L'U. S. & P.

— Dimanche prochain 8 Juillet, à 10 heures et demie du matin, aura lieu au local de l'U. S. & P., rue du Tilleul, 43, une réunion privée de tous les adhérents et des bureaux des comités de sections. Le but de cette réunion est de pourvoir à la réélection du comité-directeur dont les pouvoirs sont renouvelables chaque année et de prendre des mesures pour l'organisation de réjouissances dans les locaux des comités de sections à l'occasion de la fête Nationale.

Des invitations ont été envoyées à tous les membres de l'U. S. & P.; elles seront exigées au contrôle, ainsi que les cartes d'adhérents.

M. Marcel Gayet, avocat à Lille, prendra la parole. La réputation du conférencier sera de nature à attirer autour de lui une nombreuse assistance et pas un de ceux qui s'intéressent à l'œuvre poursuivie par l'U. S. & P. ne manquera de se rendre à l'appel qui lui a été adressé.

LES POTS AU BUREAU ET LES TRAMWAYS.

— Le travail national n'a pas de plus chaud défenseur que M. Dron: sous prétexte de flatter quelques électeurs, il force la compagnie des tramways à mettre en route des cars électriques, à cinq heures du matin, et qui profite de ce service? Les belges, les pots au bureau qui viennent travailler à Roubaix et à Tourcoing.

Cette mesure a paru tellement contraire aux intérêts de ce pays, que jamais la ville de Roubaix n'a songé à réclamer la même chose et tandis que les cars électriques vont chercher chaque matin les étrangers à la Croix-Rouge et au Pont-de-Neuville, il n'en est pas de même à Wattrelos, où pourtant le nombre d'ouvriers est considérable.

M. Dron avait bien promis pendant la période électorale de se faire renseigner sur les résultats du service matinal des tramways, mais maintenant qu'il est élu, il se soucie aussi peu de cela que de la première culotte de Louis XVI.

Nous nous contenterons pour aujourd'hui de faire observer au maire de Tourcoing, que l'un de nos amis a fait une enquête très sérieuse sur l'entrée en France des étrangers et que sur cent ouvriers qui bénéficient des cars électriques du Pont-de-Neuville chaque matin, il a acquis la preuve qu'il y avait quatre vingt sept pots au bureau.

Et voilà ce que M. Dron appelle pratiquer la protection du travail national. C'est d'une logique plus que douteuse.

A L'UNION SOCIALE ET PATRIOTIQUE.

— *L'Avenir* est indigné! *L'Avenir* s'est procuré — sans doute encore un document volé, celui-là, comme la circulaire-tarif des pompes funèbres — une lettre que le Comité de l'Union Sociale et Patriotique a fait parvenir à quelques industriels, dans le but de les engager à réserver de préférence les emplois vacants dans leurs usines, aux ouvriers recommandés par cette association. Et le voilà parti en guerre comme Don Quichotte!

Notre irascible confrère parle d'agissements de l'Union Sociale et Patriotique, de tentative de main mise sur les ouvriers, d'embrigadement des travailleurs, d'étouffement... de la voix, de la conscience, etc. C'est tout juste s'il ne nous accuse pas d'assassinat.

Ce serait à passer sous silence, si ce n'était foncièrement bête et profondément ridicule. En effet, existe-t-il une association où on travaille plus à embrigader les ouvriers qu'à la *Solidarité Républicaine* dont le docteur de Marcoing est le président et dont *l'Avenir* est le journal officiel. Il s'en passe de propres là-dedans!

Y a-t-il une ville en France où l'étouffement de la voix... de la conscience politique soit plus pratiqué qu'à Tourcoing? Je n'en connais pas. Essayez donc de solliciter un emploi quelconque du ressort de la mairie; aussitôt l'enquête commence, menée par des agents qui sont payés pour une besogne tout à fait différente que celle qu'on exige d'eux. Si vous

n'êtes par partisan aveugle des idées du grand marmiteux qui cumule les appointements de maire et de député, vous pouvez être sûr d'être remballé avec perte et fracas.

Qu'un malheureux ait besoin des secours de la ville, que se produit-il? Vous voyez les Cordier, Jean Philippe et autres aboyeurs de l'établissement charitable de l'ancienne rue du Collège, donner aux inspecteurs du Bureau de Bienfaisance des ordres sévères en vue de les renseigner sur les opinions du quémendeur. Encore une fois si le pauvre diable n'est pas un fervent adepte de M. Dron, il peut se fouiller, s'il a des poches.

Existe-t-il dans une circonscription électorale un groupe politique ou on exerce avec plus d'audace cette main-mise sur ceux qui en font partie, qu'à la *Solidarité Républicaine*? Les adhérents sont tenus à l'œil, on les convoque périodiquement à des réunions où leur fait cracher la bonne galette qui doit payer les élections de M. Dron, les conseillers municipaux sont transformés en autant d'agents qui surveillent et dénoient au besoin les embrigadés et voilà les gens qui ont l'audace de nous accuser! mais jamais nous n'arriverons à faire ce qu'ils font eux-mêmes pour la raison bien simple que nous ne voulons pas comme nos adversaires déloyaux, étouffer la voix de la conscience chez les électeurs.

Nous aurions la sottise de travailler pour les autres, en favorisant ceux qui nous combattent journellement! Allons donc! Il y a longtemps que nous avons déclaré qu'il ne fallait pas être naïf en politique, nous le répétons encore aujourd'hui, n'en déplaise à *l'Avenir*; donnant, donnant, telle est notre devise. *L'Union Sociale et Patriotique* au début de sa formation, a déclaré faire appel à toutes les bonnes volontés et, malgré la mauvaise humeur de *l'Avenir*, il faut bien qu'on sache que cet appel a été entendu.

Comme à la *Solidarité Républicaine* nous favoriserons de toutes nos forces ceux qui nous ont donné leur adhésion, les places vacantes dans les établissements industriels seront réservées de préférence aux ouvriers affiliés à notre œuvre; et puis après? Qu'y a-t-il de si étonnant à cela? Le contraire pourrait paraître surprenant.

Au surplus que *l'Avenir* nous laisse tranquilles avec ses considérations saugrenues et qui suent la rage impuissante. Nous dirigeons nos affaires comme nous l'entendons et si *l'Avenir* n'est pas satisfait, tant mieux, c'est que nous travaillons contre lui, ce qui constitue à nos yeux, une récompense dont *l'Union Sociale et Patriotique* a le droit de s'enorgueillir.

ZIM! BOUM! BOUM! — En vue d'augmenter sa clientèle de lecteurs, *l'Avenir* a fait distribuer ces jours-ci un imprimé-réclame, dont nous nous en voudrions de ne pas dire quelques mots.

Comme les abonnements diminuent de jour en jour, il a fallu faire le rappel des gros sous et alors savez-vous ce qu'on a trouvé? Des sonnettes dans le genre de celles-ci:

A côté d'écrivains de talent (Oh! Oui va!) et de convictions défendant vaillamment les idées républicaines (*l'Avenir de Roubaix-Tourcoing* compte un grand nombre d'informateurs de tous genres. (Je crois Wasquelal).

Grâce à une incomparable organisation télégraphique et téléphonique il publiera chaque matin:

Les faits divers, crimes, accidents, tribunaux du Nord et principalement des cantons de Roubaix, Tourcoing et Lannoy.

Les nouvelles politiques de Paris rédigées par des rédacteurs spéciaux vivant dans les milieux parlementaires et toujours à l'affût de l'actualité.

Les événements graves de l'étranger émanant directement de correspondants établis à Bruxelles, Londres, Rome, Berlin, Saint-Petersbourg, etc.

La partie agricole, commerciale et industrielle de *l'Avenir de Roubaix-Tourcoing* profitera également d'améliorations considérables qui feront de ce journal l'organe le plus autorisé et le défenseur le plus influent des intérêts économiques de la région.

Eh bien! ça est colossal, diraient nos bons voisins les Belges et il faut prendre les lecteurs pour des huitres pour oser leur fourrer de telles insanités sous le nez. *L'Avenir* va désormais révolutionner toute la région et ses confrères n'ont qu'à bien se tenir je crains bien que le *Journal de Roubaix* ne s'en relève pas de celle-là! Pourvu aussi que cette nouvelle organisation ne fasse pas tort au *Courrier de Tourcoing*!

L'Avenir se dispose à faire prochainement une exposition des appareils téléphoniques et télégraphiques construits spécialement pour son service d'informations. On paiera cinq sous à l'entrée, ils ne seront pas rendu à la sortie.

L'Avenir s'est entendu avec quelques indi-

vidus sans travail pour avoir le monopole de crimes sensationnels, d'accidents mortels qu'aucun autre organe de l'arrondissement de Lille n'aura.

Parmi les rédacteurs spéciaux vivant dans les milieux parlementaires qui lui ont promis leur collaboration, on cite les blackboulés Sever et Ranc, ainsi que le sempiternel battu qui a nom Hector Depasse.

En ce qui concerne les événements de l'étranger *l'Avenir* s'est assuré la correspondance pour la Belgique du célèbre Roland du Halot.

Enfin *l'Avenir* va subir une telle transformation qu'on y reconnaîtra plus rien du tout, à moins qu'on n'y change rien et que la circulaire dont nous avons donné quelques extraits n'ait servi qu'à faire rentrer un peu d'argent dans la caisse du *Progrès du Nord* qui sonne parfois creux.

Si le *Courrier de Tourcoing* s'était permis une incartade de ce genre, ce que *l'Avenir* en aurait fait des gorges chaudes! Nous sommes plus charitables que lui et lui donnons volontiers quitus de la réclame que nous venons de lui faire.

LA FÊTE DE NUIT DE LA RUE DE GAND.

— Nous rappelons que c'est dimanche 8 juillet à huit heures et demie du soir, qu'aura lieu dans les jardins du nouveau palais de justice, rue de Gand, la fête de nuit organisée par la Musique municipale, avec le concours de la Société nationale des orphéonistes *Crick-Sicks*.

On dit merveille et de la composition du programme et des illuminations qui seront, paraît-il, splendides.

Il ne reste plus à souhaiter qu'une température plus clémente; nos excellents musiciens et chanteurs seraient sûrs alors de se produire devant une assistance nombreuse, car partout on ne parle que de ce concert qui réunira les deux premières sociétés musicale et chorale que Tourcoing s'honore de posséder.

M. DRON ET L'ARMÉE.

— Nos lecteurs ont appris avec une poignante émotion, la démission de M. le Général Jamont, généralissime de l'armée française. Ce vaillant soldat que sa haute valeur avait fait désigner pour le commandement suprême des troupes en cas de guerre, quitte son poste parce qu'il est écœuré de voir la campagne d'infamie et de honte, menée par un ministère antipatriote, contre les défenseurs du drapeau tricolore en général et les officiers de l'état-major en particulier.

C'est le commencement de la désagrégation militaire et un pays dont l'armée est battue en brèche par des politiciens sans vergogne est un pays perdu. Voilà où nous aura mené en quelques mois le cabinet Waldeck-Millerand, que M. Dron soutient de ses votes.

La démission du Général Jamont a donné lieu à la chambre à un débat pénible pour tout cœur français. Eh bien! il s'est trouvé une majorité de 50 voix, majorité lâche et servile, s'il en fut jamais, qui a donné sa confiance aux hommes qui ont le triste courage de saper notre chère armée dans sa base. Au premier rang de ces misérables, a pris place M. Dron, député de Tourcoing. C'est à rougir de honte!

Et cet homme viendra encore nous parler de patriotisme! Arrière! M. Dron, vous êtes un mauvais citoyen et les français qui ont au cœur l'amour de leur pays n'éprouveront dorénavant pour vous que du dégoût. Vous vous êtes fait l'apologiste des insulteurs de nos braves officiers, vous qui paradez parfois avec l'uniforme de médecin-major. Quelle contradiction! Envoyez votre démission au Ministre de la guerre, vous n'êtes pas digne de porter un habit sur lequel vous crachez chaque jour à la chambre en vous faisant, par vos votes, le complice des juifs dreyfusards et des francs-maçons antipatriotes.

L'Avenir apprécie comme suit la retraite de M. le Général Jamont et cette déclaration est celle de M. Dron lui-même, puisque notre maire est le propriétaire du journal de la rue Verte:

« Le Général Jamont qui commençait à vieillir est remplacé par le Général Brugère » et il faut espérer que le Général André poursuivra énergiquement l'épuration qui s'impose.

« Qu'il n'hésite pas à fendre l'oreille à tous les vieux généraux dévoués à la camarilla. » « Qu'il rajouisse les cadres de la haute armée! Qu'il lui infuse un sang nouveau et vigoureux. Le règne des badernes a assez duré. Place aux jeunes! »

Voilà ce qu'ose écrire *l'Avenir*, journal de M. Dron; les Tourquennois apprécieront à leur juste valeur de tels blasphèmes. M. Dron insultant ou laissant insulter nos généraux par un organe qui est sa propriété, c'est une tare dont la ville de Tourcoing sera marquée, puisque son maire déverse sa bave sur les chefs les plus autorisés de notre armée. Manes de M. Hassebroeck, tres-